

ARRÊTE DU MAIRE n°26-248
Portant réglementation temporaire de stationnement
Passage de la Lanterne

DIRECTION GENERALE DES SERVICES
Service Juridique

LE MAIRE DE LA VILLE DE FALAISE,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6 ;

VU le Code de la Route, et notamment les articles R.110-1, R.110-2, R.411-5, R.411-8, R.411-18 et R.411-25 à R.411-28 ;

VU le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L.115-1, L.141-10, L.141-11 et L.141-12 ;

VU le Code Pénal et, notamment, son article R 610-5 ;

VU l'arrêté interministériel modifié du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, livre I, 8^{ème} partie – signalisation temporaire ;

VU la demande de l'Entreprise « *TEIM* », présentée par Mme Elodie DENIAUX, en date du 08 juillet 2026 ;

VU l'arrêté du Maire n° 26-211 portant réglementation temporaire de stationnement Impasse des maisons Blanches ;

CONSIDÉRANT les travaux pour branchement neuf ENEDIS, prévus Passage de la Lanterne du 21 juillet 2026 au 28 juillet 2026 ;

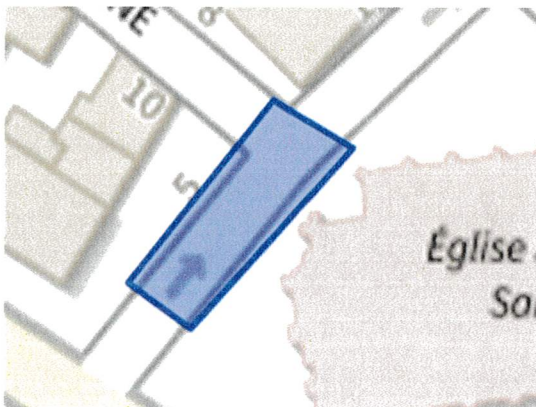
CONSIDÉRANT que, pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer temporairement le stationnement au droit du chantier situé Passage de la Lanterne du mardi 21 juillet 2026 au mardi 28 juillet 2026 ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{ER} –

Du mardi 21 juillet 2026 au mardi 28 juillet 2026, de 8h00 à 18h00, le stationnement est réglementé comme suit, au droit du chantier, situé **Passage de la Lanterne** à Falaise, selon le plan reproduit ci-dessous :

- Interdiction temporaire de stationnement, au droit du chantier, pour tous véhicules ;



ARTICLE 2 –

La fourniture, la pose et la maintenance de la signalisation réglementaire seront assurées par l'Entreprise « *TEIM* », afin de permettre l'application des présentes dispositions.

ARTICLE 3 –

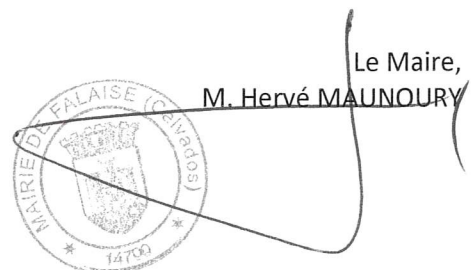
Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4 -

La Directrice Générale des Services et Mme la Commandante de la Compagnie de la Gendarmerie de Falaise, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait en l'Hôtel de Ville de FALAISE, le 08 juillet 2026

Le Maire,
M. Hervé MAUNOURY



RENDU EXECUTOIRE & AFFICHE LE

13 JUIL. 2026

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux adressé au maire dans le délai de deux mois suivant la date de sa publication ou de sa notification, et / ou d'un recours contentieux par courrier adressé au tribunal administratif de Caen (3 Rue Arthur Le Duc 14000 CAEN) dans le délai de deux mois suivant soit la date de sa publication ou de sa notification, soit éventuellement, la date de rejet, tacite ou express, du recours gracieux. Le tribunal administratif de Caen peut également être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible depuis le site www.telerecours.fr